

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MARS 1906.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1906 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN DER LINDEN.

MESSIEURS,

Les divers crédits demandés par le Ministère de la Justice pour l'exercice 1906 s'élèvent à. fr. 28,598,400

Ils présentent, comparativement à l'exercice 1905, une augmentation en dépenses ordinaires de fr. 535,800

Mais cette somme est contrebalancée par une diminution sur les dépenses exceptionnelles s'élevant à. fr. 410,000

L'augmentation pour 1906 est donc de fr. 125,800

Les modifications que le Gouvernement propose d'apporter au projet de budget sont expliquées par la note préliminaire.

Les majorations dans le détail des dépenses ordinaires sont relatives aux chapitres suivants :

Administration centrale (traitements du personnel et matériel);

Ordre judiciaire et justice militaire (traitements);

Frais de justice;

Cultes (traitements);

Bienfaisance (entretien et transport d'indigents);

Prisons (traitements).

Les autres crédits, notamment celui mentionné sous la rubrique : Palais de Justice; celui relatif aux publications officielles, commissions et jurys; le crédit qui concerne les frais de police; celui pour les traitements de dispo-

(1) Budget, n° 41V.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Coremans, de Broqueville, De Jaer, De Lantsheere, Frédéric Delvaux et Van der Linden.

bilité, pensions et secours; et enfin le crédit demandé pour les dépenses imprévues restent sans changement.

Aux dépenses exceptionnelles, il y a une différence de 20,000 francs en plus pour l'agrandissement d'écoles de bienfaisance de l'Etat et une autre de pareille somme, en moins, pour l'école de bienfaisance d'Ypres.

Le projet actuel comporte une demande de crédit s'élevant à 300,000 fr. pour la nouvelle église de Saint-Martin à Arlon; à celui de 1905 figurait une somme de 710,000 francs pour l'église des SS. Pierre et Paul d'Ostende. Il y a donc dans le nouveau projet de budget une différence en plus de 410,000 francs, qui est mentionnée ci-dessus.

EXAMEN EN SECTIONS.

L'examen du budget en sections a donné lieu aux observations suivantes :

1^{re} Section.

Un membre émet le vœu que la section centrale insiste auprès du Ministre pour qu'il publie la statistique des crimes et délits par PROFESSION, comme cela a lieu en France.

Dans cet ordre d'idées, un autre membre demande que la statistique mentionne aussi les délinquants en les classant en domiciliés et non-domiciliés par arrondissement.

Un membre constate une augmentation du budget des cultes.

Un membre critique la loi sur les combats de coqs, qui ne punit pas les propriétaires des coqs, mais les tenanciers des locaux où ces combats ont lieu.

Un autre membre propose de condamner les propriétaires de coqs et ceux qui prêtent leur local.

Un membre signale la nécessité de réprimer énergiquement tous les mauvais traitements envers les animaux.

Un membre critique la loi qui a pour but d'exempter de toutes peines les délinquants de moins de 16 ans, ce qui amène dans le pays une dépression morale. Tous les membres de la section approuvent.

Un membre pense qu'il y a lieu de mettre les délinquants dans des écoles spéciales pendant un temps plus ou moins long, sans devoir aller jusqu'à la majorité. Il demande que la section centrale émette un vœu dans le sens de la gradation de la peine.

Un membre demande qu'il soit établi un service anthropométrique au tribunal de Bruxelles.

L'ensemble du budget est voté par 10 oui et 3 abstentions.

2° Section.

Un membre fait remarquer l'urgence du projet d'augmentation des magistrats. Cela entraîne l'augmentation du nombre des huissiers. .

A Charleroi, les plaintes sont générales. N'y aurait-il pas lieu d'augmenter le nombre des magistrats.

Même question pour Bruges.

Un membre signale l'état du Palais de justice de Gand, surtout du tribunal de commerce.

Un membre réclame une justice de paix en plus à Anvers.

Un membre demande que l'on décharge les cours des questions électorales.

Un membre signale le mauvais effet du choix des gardes champêtres au lieu des huissiers, pour la signification des exploits.

Un membre signale l'état de délabrement du Palais de justice de Furnes.

Un membre signale l'élévation des frais de justice.

Un membre voudrait voir déposer un projet sur la réforme de la bienfaisance et la protection de l'enfance.

Adopté par 11 voix, une abstention.

3° Section.

Un membre demande la création d'une nouvelle place de juge à Termonde.

Un autre membre demande quand la réforme de la bienfaisance sera soumise à la Chambre.

L'indigent de la campagne venu à Bruxelles reste toujours à charge de la commune d'origine, par suite de la division de l'agglomération en communes diverses. Il faudrait unifier la capitale et ses faubourgs au point de vue du domicile de secours.

Un membre signale, au contraire, que les malades de communes rurales viennent se faire traiter dans les grandes villes.

Un membre estime que la question est trop complexe pour pouvoir être discutée à fond en section.

Un membre déclare qu'il votera contre le Budget à raison des nominations judiciaires faites par le Ministre de la Justice.

Un membre demande que l'on hâte les expropriations.

Un membre signale les retards dans l'administration de la justice; il faudrait une réorganisation générale de l'administration de la justice.

Le budget est rejeté par 8 voix contre 8.

4° Section.

Un membre signale certaines modifications à apporter au régime des colonies de bienfaisance.

Un membre demande qu'on prenne des mesures pour le transport des aveugles.

Il demande que le Gouvernement dépose son projet sur la réorganisation de la bienfaisance ?

Un membre demande l'augmentation du personnel de certains tribunaux.

Un membre demande où en est la question de la révision de la loi du domicile de secours pour les communes frontières.

Il signale l'insuffisance du tribunal de Charleroi et demande plusieurs justices de paix nouvelles.

Un membre signale les retards apportés aux affaires devant la Cour d'appel de Bruxelles.

Un membre signale qu'il y aurait avantage avoir des juges d'instruction de carrière.

Un membre traite la question de la récidive et de la criminalité chez les enfants.

Un membre demande que le ministre s'occupe de la réduction des frais de justice.

Adopté : 8 oui, 2 abstentions, 1 non.

5° Section.

Un membre demande l'augmentation du nombre des notaires à Anvers pour répondre aux besoins actuels.

Un membre demande que l'État prenne à sa charge le traitement des commissaires de police siégeant comme ministère public auprès des tribunaux de police.

Un membre proteste contre la somme figurant au Budget extraordinaire pour une église à Arlon.

Un membre demande où en est la transformation de l'École de bienfaisance de Namur.

Votants, 14; oui, 10 ; 4 non.

6° Section.

Plusieurs membres demandent la réduction des frais de justice.

Un membre demande que le personnel des colonies soit mis sur le même pied que les autres fonctionnaires de la bienfaisance.

Un membre attire l'attention du Gouvernement sur l'exagération des frais de vente des biens de mineurs. Pourquoi faut-il un jugement ? C'est un entêtement très onéreux. Un autre membre dit qu'on pourrait diminuer les frais de timbres, etc., si les intéressés appartenaient à une famille pauvre. Le Ministre ne pourrait-il, par une meilleure interprétation de la loi de 1816, diminuer les frais de vente des biens des mineurs pour les affaires peu importantes. Il faut éviter le cumul des droits.

Le budget est adopté à l'unanimité et une abstention.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

Plusieurs sections avaient affirmé la nécessité d'augmenter le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles et de certains tribunaux de première instance.

Lorsque la section centrale fut appelée à examiner le budget, la Chambre était saisie d'un projet déposé par le Gouvernement le 7 novembre 1903 et qui proposait diverses augmentations du personnel judiciaire. La loi votée par la Chambre, et qui a été publiée au *Moniteur* le 8 mars courant, réalise la création d'une huitième chambre à la Cour d'appel de Bruxelles et d'une cinquième chambre au tribunal de première instance d'Anvers, en même temps qu'elle augmente le personnel des tribunaux de première instance d'Audenarde, de Charleroi, de Liège et de Mons. Il y a lieu d'espérer que, lorsque cette loi sera en vigueur, l'arriéré dont on souffrait en divers endroits disparaîtra progressivement et, sans doute, l'administration de la justice reprendra son cours régulier, là où son fonctionnement se trouvait compromis par l'insuffisance du personnel.

Jusqu'à ce que se produisent de nouvelles nécessités à raison du développement continu des affaires, la question peut donc être considérée comme résolue.

La section centrale n'a plus à s'en occuper au point de vue des cours et des tribunaux de première instance.

En ce qui concerne les justices de paix, un grand nombre de nouveaux sièges ont été créés dans ces dernières années. Les juges de paix des grandes villes se plaignent néanmoins de l'abondance croissante de travail que leur apporte la loi sur les accidents de travail.

Un membre de la section centrale a demandé la création d'un 4^e canton de justice de paix à Anvers.

Cette mesure paraît justifiée par le chiffre de la population de cette grande ville qui s'élevait au 31 décembre 1903 à 286,693 habitants, en sorte que, à population égale, chacun des quatre cantons d'Anvers dépasserait dès maintenant le taux admis pour les cantons de première classe.

* * *

La Section centrale a été appelée à fixer son attention sur l'état de choses créé par la criminalité générale.

Les statistiques publiées par le Ministère de la Justice démontrent que, malgré toute la bonne volonté que l'on déploie, trop d'infractions restent impunies.

Pendant l'année 1903, il est entré dans les vingt-six parquets du royaume 164,207 plaintes, dénonciations et procès-verbaux. 24,901 de ces affaires sont relatives à des faits qui ne constituent ni crimes ni délits ou qui n'intéressent pas directement l'ordre public; 22,164 ont été renvoyées devant d'autres juridictions, presque toutes en simple police, à cause du peu de gravité de leur objet.

Il en reste près de 117,000 qui ont été retenues par les parquets à cause de leur importance, et parmi ceux-ci 40,767 ont été mises en instruction.

Sur ces 117,000 affaires, le total des crimes et des délits dont les auteurs sont restés entièrement inconnus (sans tenir compte de ceux dont la preuve n'a pu être administrée), s'est élevé à 26,000, ainsi décomposé : 22,402 qui ont été laissés sans poursuites d'emblée par les parquets, et 3,598 qui ont dû être abandonnés après avoir été confiés à l'examen des juges d'instruction.

On voit par ce qui précède que plus de 22 p. c. des affaires retenues par les parquets et près de 9 p. c. des affaires confiées aux juges d'instruction n'ont pas abouti, parce que les criminels ou les délinquants sont restés inconnus.

La nécessité apparaît de mieux assurer la répression, et, avant tout, d'organiser une plus forte police, tant judiciaire qu'administrative.

C'est la police administrative surtout qui semble au-dessous de sa tâche.

Si l'on fait abstraction de quelques grandes villes, on doit reprocher à la surveillance qui s'exerce à leurs portes mêmes, dans de populeux faubourgs ou dans la banlieue immédiate, des lacunes et des défaillances, à la faveur desquelles se produisent, dans les longues nuits d'hiver, des cambriolages répétés et sensationnels.

Depuis longtemps on réclame la réorganisation d'une police rurale dont le système est devenu suranné. Il importe d'établir un état de choses en rapport avec les besoins créés par la facilité des communications, la rapidité des déplacements, la dissémination de la population.

Les actes de vandalisme et même de brigandage se manifestent par séries.

Ce ne sont plus seulement les anciennes rixes de cabaret lors des kermesses ou des tirages au sort, les délits de chasse coutumiers, les actes de rébellion contre les agents de la police locale; ce sont des incendies malveillants, des ouvriers porteurs de leur paie ou des campagnards apportant du marché le prix de leur récolte ou de leur bétail que l'on dévalise sur la grand'route; ce sont des fermes isolées, des maisons en plein village où les malfaiteurs pénètrent la nuit, la figure noircie; ce sont les cyclistes trop souvent attaqués, les maraudeurs et les cambrioleurs en trop grand nombre, les agressions féroces des « longues pennes » du pays de Charleroi et les actes de banditisme que l'on signale en Campine et aux alentours de Bruxelles.

Depuis des années l'on s'est ému, et l'on cherche des remèdes pratiques. Les journaux jettent l'alarme. La Société centrale d'agriculture, le Conseil supérieur d'Agriculture ont mis la question à l'ordre du jour. Les membres du Parlement la rappellent périodiquement, lors de la discussion des budgets. Le Gouvernement a institué une commission spéciale en janvier 1902, dont le rapport a vu le jour en 1904.

La question n'intéresse pas seulement le département de la Justice, elle concerne aussi ceux de l'Agriculture, de l'Intérieur et de la Guerre.

Au mois de décembre dernier, l'honorable Ministre des chemins de fer, répondant à une question posée à M. le Ministre de la justice, déclarait que les études administratives n'étaient pas encore terminées.

Il serait souhaitable de les voir aboutir prochainement par le dépôt d'un projet de loi réglant la matière.

En attendant, les sections de la Chambre et la section centrale à son tour, ont examiné diverses faces du problème.

Le Code d'instruction criminelle range parmi les officiers de la police judiciaire, chargés de la recherche des crimes, délits et contraventions, les bourgmestres, les commissaires de police, les gardes champêtres, la gendarmerie.

Ainsi que la commission gouvernementale de 1902 l'établit parfaitement, l'on ne peut compter suffisamment sur les bourgmestres. Choisis presque toujours au sein du conseil communal, naturellement soucieux de ménager la faveur de leurs électeurs, ils peuvent être enclins à une complaisance qui provoque ou qui dissimule les écarts de leurs administrés.

Les gardes champêtres, placés sous la dépendance de l'autorité communale, pris dans le milieu où ils ont leurs parents et leurs relations, souvent mal payés et surchargés de besognes de tout genre, ne sont pas les utiles auxiliaires sur lesquels le parquet devrait pouvoir compter.

Le Ministre de l'Intérieur sera spécialement chargé d'examiner la réorganisation des gardes champêtres et l'institution de brigades intercommunales, préconisée par la Commission.

Au Ministre de la Guerre on a demandé avec raison l'augmentation du personnel de la gendarmerie et une notable multiplication des postes de gendarmes.

La section centrale s'est occupée des commissaires de police.

Le bureau de la Chambre lui avait envoyé une pétition signée de dix-sept commissaires de police de la Flandre orientale, signalant la situation dans laquelle ils se trouvent.

Fonctionnaires communaux, nommés sur présentation de l'autorité communale, ils sont aussi officiers de police, auxiliaires du procureur du roi. Leurs fonctions sont multiples. S'il leur incombe d'assurer l'exécution des règlements et ordonnances de la police locale (art. 127 de la loi communale), ils doivent, d'autre part, recevoir les dénonciations, procéder aux informations dans les cas de flagrant délit, etc. (Code d'instr. crimin., art. 48 et 49.) Ils préparent les audiences du juge de police, veillent aux citations des prévenus et des témoins, s'occupent de l'exécution des jugements. Mais ils se plaignent d'être chargés plus que de raison et détournés de leur rôle, en matière judiciaire, par des besognes d'un caractère purement administratif et communal. Ils sont trop peu nombreux et souvent insuffisamment rétribués.

Plusieurs membres de la section ont demandé la création de substituts cantonaux.

Plus éclairés et plus capables que la catégorie de fonctionnaires dont il vient d'être parlé, ils seront bien mieux placés que la gendarmerie pour

faire les informations relatives aux délits, pour diriger la police du canton, au point de vue préventif comme au point de vue répressif. Nommés par l'État, placés sous l'action immédiate des parquets de première instance, ils pourront, mieux que les commissaires de police qui sont occupés par les besoins de la commune à laquelle ils doivent leur nomination, s'occuper des intérêts de toute une circonscription cantonale.

Cela n'empêchera pas d'ailleurs le maintien et même la multiplication des commissaires de police pour la surveillance des intérêts locaux.

La création de substituts cantonaux nécessiterait une dépense de six ou huit cent mille francs; mais elle présenterait d'incontestables avantages. L'institution de ce rouage judiciaire fut proposée dès 1836 par la Commission chargée de rédiger le projet de loi d'organisation judiciaire.

L'honorable M. Dupont s'en déclara partisan lors de la discussion de la loi de 1869. L'idée échoua devant l'opposition que lui fit M. Bara, ministre de la justice. Mais elle n'a pas cessé depuis lors de préoccuper les spécialistes. En 1897, M. l'avocat général Servais la défendit avec autorité et conviction dans le discours qu'il prononça devant la Cour d'appel de Bruxelles, à son audience solennelle de rentrée.

* * *

La grave question de la récidive a retenu cette fois encore l'examen de la section centrale.

Ses rapporteurs s'en sont occupés à diverses reprises, et notamment l'honorable M. de Lantsheere, dans ses rapports sur les budgets de 1902 et de 1904.

En 1903, il y a, sur un chiffre total de 42,143 hommes condamnés, 20,241 récidivistes. Sur 15,159 femmes, il y en a eu 4,208.

Parmi les hommes, les récidivistes pour coups et blessures sont les plus nombreux; il y en a 9,577. Les condamnés pour délits et contraventions contre l'ordre public (rebellion, etc.) sont au nombre de 3,682. Il y a 890 condamnés pour crimes et délits contre la sécurité publique (menaces d'attentats, etc.). En tout 13,949. Les condamnés pour délits « violents » sont donc pour environ 68 p. c. dans le chiffre total des récidivistes; les constatations qu'il faut en déduire ne sont pas à l'éloge de la douceur de mœurs de nos populations. Les vols, abus de confiance, escroqueries et recels viennent ensuite avec un total de 3,617,

Parmi les femmes, la première catégorie, comprenant les délits violents, représente 2,080, et celle des vols et délits du même genre, 1,391 récidivistes.

Nombre d'entre eux cessent bientôt d'être des « récidivistes primaires » et deviennent des habitués du banc correctionnel. On compte 1,694 hommes et 143 femmes qui ont encouru dix condamnations ou davantage.

D'une manière absolue, il y a beaucoup trop de récidivistes. Il y en a trop aussi comparativement au nombre total des condamnés.

La loi ne les atteint pas suffisamment. Les articles 34 et suivants du Code

pénal devraient être révisés. En matière correctionnelle, l'article 56 se borne à donner au juge la faculté de doubler la peine, s'il y a eu condamnation antérieure à un an d'emprisonnement au moins. Mais l'ensemble de nos lois, en matière pénale, est empreint d'un tel esprit d'humanitarisme et de mansuétude qu'une condamnation primaire d'un an de prison est devenue chose fort rare. En sorte que le mal est né de l'excès de bonté du législateur et du juge, et qu'il est indispensable de réagir.

Au lieu de donner au juge une simple faculté, la loi ne devrait-elle pas l'obliger à élever la peine? Pourquoi faut-il ce minimum de condamnation à un an?

Les récidivistes, a dit M. Prins, sont les vrais criminels. C'est encore M. Prins qui, dans une conférence récente faite au Jeune Barreau de Bruxelles, démontrait que ce sont les déshérités de la société qui, agents de ce mal ou atteints par lui, en sont uniformément les victimes.

En réduisant leur nombre par une législation plus sévère, on réduira considérablement la criminalité générale.

L'honorable M. Lejeune avait pris l'initiative d'un projet de loi sur la matière. Le Gouvernement a promis à diverses reprises de traduire en un texte législatif le résultat de l'examen qu'il fait de la question. La section centrale exprime le vœu qu'il puisse être porté remède à la situation dans un bref délai.

*
* * *

La section centrale s'est arrêtée aussi à la question de la criminalité infantile.

Sous le Code pénal, l'âge était une cause d'excuse pour toutes les espèces d'infractions. Si les mineurs de 16 ans avaient agi sans discernement, il permettait au juge de les laisser, tout en les acquittant, à la disposition du Gouvernement pour être placés jusqu'à leur majorité dans un établissement de réforme ou de charité.

Depuis la loi du 17 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité, les enfants âgés de moins de 16 ans ne sont plus susceptibles d'être frappés de peines de police, alors même qu'ils auraient agi avec discernement (art. 25).

Le juge les a-t-il reconnus coupables et responsables, et fussent-ils même récidivistes, ils ne seront point frappés d'une peine. Mais il pourra, dans les cas graves, les mettre à la disposition du gouvernement.

Dans l'esprit de la loi de 1891, ils ne pouvaient donc commettre de contravention. Ils n'encouraient de ce chef aucune peine principale; ils n'étaient pas condamnés accessoirement aux frais. Il n'y avait pas de recours de la part de la personne lésée, ni contre eux, ni contre leurs parents.

On doit certes rendre hommage à la pensée de miséricorde pour l'enfance égarée, qui a inspiré l'auteur de la loi de 1891. Mais les résultats ont trompé ses intentions. Les juges de paix hésitaient presque toujours à enlever les jeunes délinquants à la garde de leurs parents pour les confier à l'Etat. En réalité, la loi aboutissait à encourager chez beaucoup d'enfants vicieux les

mauvais instincts et à développer chez eux des habitudes criminelles. Souvent elle a permis à des parents malhonnêtes de se servir impunément de leurs enfants comme de dociles instruments pour l'exécution de desseins coupables.

La loi du 15 février 1897 essaya de réagir.

Tout en maintenant pour les enfants la décharge de l'amende et de la prison, elle voulut les punir pénalement, et elle institua une peine nouvelle, inconnue dans le système du Code pénal, la réprimande infligée par le juge à l'enfant. Elle le frappe, de plus, des condamnations accessoires aux frais, et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts. Elle organise et facilite le recours des tiers intéressés contre les parents et contre les personnes civilement responsables. Elle précise enfin la responsabilité pénale des coauteurs et des receleurs.

La loi nouvelle ne semble pas avoir eu les résultats que l'on en attendait, puisque la criminalité infantile n'est pas en décroissance.

La question reste ouverte.

En Amérique, on a, dans ces derniers temps, institué des tribunaux spéciaux pour les enfants (*Children Courts*).

Le *Journal des Tribunaux* des 5 et 9 novembre 1905 contient une curieuse étude sur leur organisation. La conception américaine consiste dans des essais de relèvement de l'enfance, substitués à la punition des jeunes délinquants.

C'est aussi notre conception des comités de patronage.

Nous en avons un excellent, organisé à Bruxelles avec le concours du procureur du Roi, auquel les étrangers ont plus d'une fois rendu hommage et qu'ils sont venus étudier sur place.

Il sont dignes des encouragements de tous ceux qu'intéresse l'avenir de l'enfance.

Peut-être est-ce dans cette voie que l'on trouvera la solution de la question que les lois de 1891 et de 1897 n'ont point tranchée.

En tout cas, la question mérite de retenir les sérieuses préoccupations du législateur.

C'est en quelque sorte la contrepartie de la question de la récidive. Car si les récidivistes constituent la réserve du crime, l'enfance est la matière malléable qu'il importe de préserver.

Mais les moyens à employer sont sans doute différents. S'il n'y a d'autre moyen que de frapper les récidivistes, il semble qu'il faille plutôt s'appliquer à régénérer les enfants vicieux, autant que cela est possible.

*
* *

Un récent et retentissant procès d'assises a attiré l'attention sur les abus qu'une législation incomplète sur l'emploi des langues continue à entraîner en matière répressive.

Dans une affaire d'assises, provoquée par un crime monstrueux, on a vu des accusés, qui ne parlaient que leur langue d'origine, soumis dans l'ar-rondissement de leur lieu de naissance à une procédure d'information, à

une instruction, à des débats publics ; puis accusés, et quelques-uns condamnés à la peine capitale, en une langue qu'ils ne comprenaient point.

L'émoi a été considérable.

Personne, certes, n'a critiqué la décision que la justice a prononcée. Mais la presse, tant de langue française que de langue flamande, la presse de tous les partis a signalé le côté choquant des formes dont cette décision s'est entourée.

Après les lois que le Parlement belge a votées en 1873, en 1889 et en 1894, il n'est plus besoin de faire ressortir que c'est pour les prévenus et les accusés une condition essentielle de leur défense, pour la justice une garantie contre des méprises fatales que d'employer la langue de ceux dont elle met en question l'honneur et la liberté, pour ne pas dire l'existence même.

Ce qui n'est point justifié, c'est la façon dont la procédure en matière répressive, tant au correctionnel que devant la Cour d'assises, est organisée dans l'arrondissement de Bruxelles.

L'article 13 de la loi de 1889 semblait avoir réglé la question d'une manière satisfaisante pour la procédure suivie devant le tribunal correctionnel et le juge de police. Il dispose que les deux langues y seront employées pour l'instruction et le jugement, selon les besoins de chaque cause. Si l'inculpé ne comprend que la langue flamande, il sera fait emploi de cette langue conformément aux dispositions des articles précédents, appliqués dans les provinces essentiellement flamandes.

« L'instruction et le jugement », dit l'article. La Cour de cassation a décidé que la loi n'a point voulu comprendre dans « l'instruction », les actes de l'information préliminaire, ni même la citation à comparaître à l'audience.

Il y a donc des procès-verbaux qui actent en langue française des déclarations faites en flamand. Et il est de pratique courante, devant le tribunal correctionnel de Bruxelles, de citer en langue française des prévenus au sujet desquels le procès-verbal initial a été dressé par les autorités locales en langue flamande, et que le bulletin de renseignements indique comme ne sachant que la langue flamande.

Ces mêmes prévenus comparaissent devant des juges qui ne les comprennent pas toujours, ou qui les comprennent insuffisamment. Car l'article 49 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques n'exige pas la connaissance du flamand de la part des magistrats qui ont été nommés avant le 1^{er} janvier 1893.

Devant la Cour d'appel, la situation a été réglée conformément aux exigences de la justice par la loi du 4 septembre 1891, et l'application de cette loi n'a point donné lieu à critiques.

Pour la procédure d'assises, il n'y a rien, sinon l'article 14 de la loi de 1889, ainsi conçue : « La Cour d'assises du Brabant sera toujours présidée par un magistrat connaissant le flamand. »

Les débats, on a pu le constater dans l'affaire à laquelle il vient d'être fait allusion, s'y font sans les garanties essentielles pour le respect du droit des accusés.

Que faudrait-il ?

Il faudrait, à tous les degrés de l'instruction, que les dépositions fussent reçues dans la langue dans laquelle elles sont faites ; que les inculpés fussent interrogés par des magistrats instructeurs parfaitement à même de les comprendre ; que les prévenus fussent cités à comparaître dans la langue qui est la leur ; que le tribunal correctionnel de Bruxelles, qui compte actuellement trois chambres, eût une chambre flamande, de même que la chambre correctionnelle de la cour, qui a deux sections, a une section flamande.

Il faudrait, enfin, qu'il y eût une seconde série de jurés devant l'une desquelles s'organiserait, suivant les cas, une procédure criminelle dans les mêmes conditions que dans les provinces d'Anvers, de Limbourg et des Flandres.

Un certain nombre de ces mesures, celles, par exemple, qui sont relatives à l'information préliminaire et aux citations en justice, sont susceptibles d'être réglées par voie de circulaire.

L'organisation d'une chambre correctionnelle flamande est une mesure qui dépend du bon vouloir du président du tribunal.

La réforme relative à la Cour d'assises devrait faire l'objet d'une loi.

*
* * *

La nécessité se fait jour de régler aussi l'emploi des langues en matière civile.

L'article 23 de la Constitution dispose que l'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif ; il ne peut être réglé que par la loi et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires.

Il ne l'a pas été pour les affaires judiciaires en matière civile.

Il en résulte que tout est livré au hasard des circonstances.

Les parties, les plaideurs, les juges peuvent invoquer leur droit, et les conflits deviennent inévitables. En principe, il faut admettre pourtant que le droit des parties sera prédominant, car c'est pour elles que la justice est instituée.

On verra donc en fait, dans les contrées de langue flamande, des parties comparaître en personne, devant la justice de paix, devant les tribunaux de commerce, et s'exprimer dans la seule langue qu'elles connaissent ; devant les tribunaux civils, où elles sont représentées par des intermédiaires obligés, il arrivera qu'elles demandent à ceux-ci l'emploi de leur langue pour la rédaction des actes de la procédure, pour les plaidoiries.

D'autre part, l'avis du Ministère public et le jugement pourront être faits dans la langue adoptée par le tribunal, fût-elle différente de celle employée par toutes les parties qui lui ont demandé justice.

Au cours de la procédure, les réponses aux interrogatoires sur faits et articles, les dépositions de témoins, faites en flamand, seront rédigées en français et, par une singulière ironie, traduites de nouveau, pour être signées, du français en flamand. En pays flamand, des pièces flamandes versées au dossier devront, pour l'intelligence des juges, être traduites en français.

Ces résultats sont en conformité avec les principes constitutionnels aussi longtemps que la loi ne sera pas intervenue. Nul ne contestera que cela soit anormal et qu'il y ait lieu pour la loi d'intervenir.

Certes, il est permis d'espérer qu'un jour viendra où dans toutes les parties du pays les classes aisées, qui donnent accès à la magistrature et au barreau, connaîtront les deux langues nationales, et où la question des langues ne se posera plus ou perdra son caractère irritant.

Notre nationalité, tout en développant nos qualités de race, y gagnera de la cohésion et de la force.

En attendant, il semble que le moment soit arrivé de régler les conflits qu'on a vu s'élever, par le dépôt d'une loi qui, exclusivement inspirée par un esprit de justice, assurerait dans chaque tribunal d'arrondissement en pays flamand et devant les Cours d'appel, l'organisation d'une chambre au moins, dans des conditions telles que le droit de tous y fût pleinement respecté.

*
* *

La situation des greffiers-adjoints de Cour d'appel, non docteurs en droit, sollicite depuis plusieurs années l'attention de la section centrale du budget de la Justice.

La loi du 23 mai 1902 assimile leurs traitements à ceux des greffiers des tribunaux de deuxième classe, qui est de 6,000 francs. Elle leur accorde, après 7 et 14 ans, le médium et le maximum établis par la loi du 23 novembre 1889, soit respectivement 6,500 et 7,000 francs.

Le 5 décembre 1905 intervint une loi générale, relative aux traitements des greffiers des Cours et tribunaux. Cette loi accorde une augmentation de 300 francs aux greffiers-adjoints des Cours d'appel, après chaque période de cinq années de fonctions effectives.

L'application de cette loi est plus avantageuse pour les greffiers-adjoints dont il s'agit, que celle de la loi de 1902. Mais il a été mis en doute que leur situation eût été visée par la loi de 1903. La section centrale persiste à croire, ainsi qu'elle l'a fait en 1903, que la loi de 1903 leur est applicable.

Le texte formel de l'article premier dispose que les traitements inférieurs de tous les greffiers-adjoints des Cours, sans distinction, tels qu'ils sont fixés par les dispositions légales actuellement en vigueur, doivent jouir d'une augmentation de 300 francs tous les cinq ans, au lieu de n'obtenir d'augmentation comme auparavant qu'après des périodes septennales.

Les intéressés ne sont plus qu'au nombre de cinq. C'est peu, mais il n'en importe pas moins d'écouter leurs réclamations, et la section estime qu'il y a lieu d'y faire droit.

*
* *

A diverses reprises, la Chambre s'est occupée de la circulaire de M. le procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles, de février 1902, en vertu de laquelle les gardes champêtres ont remplacé les huissiers dans la mission de signifier les citations en matière de police. Cette circulaire a causé une vive émotion qui n'est point calmée.

Au cours de la discussion du budget de 1902, plusieurs orateurs se sont

fait l'écho des plaintes légitimes qu'elle a soulevées. L'honorable rapporteur du budget de 1904 les a consignées à son tour dans son rapport.

Le bon fonctionnement de la justice, aussi bien que l'intérêt respectable des huissiers de la campagne se trouvent intéressés à voir rappeler cette circulaire.

Légale, elle l'est certes. Mais si l'article 16 de la loi du 1^{er} juin 1849 autorise cette mesure prise par le chef du parquet de Bruxelles, elle ne la justifie que si elle peut s'appliquer sans inconvénients. Or, son application a donné naissance à une suite de documents judiciaires bizarres ou nuls, dont l'apparition ne cesse d'étonner que si l'on se rend compte qu'ils sont l'œuvre de fonctionnaires communaux subalternes.

La section centrale, en s'en référant aux observations exprimées antérieurement par la Chambre, émet une fois de plus le désir de voir rétablir l'ancien état de choses.

* *

Un membre estime que, dans l'intérêt du public, il y a lieu d'augmenter le nombre des notaires résidant à Anvers. Aux termes de l'article 31 de la loi de ventôse, il pourrait y être pourvu sans qu'une loi nouvelle soit nécessaire.

* *

Un membre de la section centrale s'est vivement élevé contre l'inégalité de situation entre le personnel des écoles de bienfaisance et celui des colonies.

Le second est infiniment moins bien traité que le premier.

L'on justifiait naguère cette différence de traitement par les conditions mêmes de recrutement.

Or, aujourd'hui, l'on ne pourrait soutenir avec vérité que le personnel des bureaux ou de la surveillance des colonies soit inférieur à celui des écoles de bienfaisance. D'autre part, les surveillants des colonies sont exposés à des dangers de chaque jour, dangers qui menacent rarement les surveillants des écoles. Assurément les responsabilités sont sensiblement les mêmes.

La mise sur le même pied des deux personnels se justifie d'autant mieux qu'une excellente administration a créé à nos colonies une situation matérielle des plus prospère.

Dans ces conditions, la section centrale estime qu'il serait équitable d'établir l'égalité entre les deux personnels.

* *

Le budget a été adopté à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,

J. VAN DER LINDEN.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MAART 1906.

Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1906 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN DER LINDEN.

MIJNE HEEREN,

De verschillende kredieten, aangevraagd voor het Ministerie van Justitie, dienstjaar 1906, bedragen fr.	28,598,400 »
Vergeleken met het dienstjaar 1905, vinden wij voor de gewone uitgaven eene verhooging van . . . fr.	535,800 »
Doch daarentegen vinden wij voor de uitzonderlijke uitgaven eene vermindering van fr.	440,000 »
Dus is er voor 1906 eene verhooging van fr.	125,000 »

De wijzigingen, welke de Regeering wenscht toe te brengen aan het ontwerp, zijn uitgelegd in de inleidingsnota.

De verhoogingen op de gewone uitgaven betreffen de volgende hoofdstukken :

- Middenbestuur (jaarwedden van het personeel en materieel) ;
- Rechterlijke macht en militair gerecht (jaarwedden) ;
- Gerechtskosten ;
- Eerediensten (jaarwedden) ;
- Weldadigheid (onderhoud en vervoer van behoeftigen) ;
- Gevangenen (jaarwedden).

De andere kredieten, namelijk dit voor het Justitiepaleis, dit voor de officieele uitgaven, commissiën en jury's ; het krediet voor de politiekosten ; dit voor de jaarwedde van in beschikbaarheid gestelde ambtenaren, de pensioenen en de hulpelden, en, eindelijk, het krediet aangevraagd voor de onvoorziene uitgaven, blijven alle onveranderd.

(1) Begrooting, n^o 4^{IV}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Coremans, de Broqueville, De Jaer, De Lantsheere, Frédéric Delvaux en Van der Linden.

Bij de uitzonderlijke uitgaven stippen wij eene meerdere uitgave van 20,000 frank aan voor de vergrooting van Staats weldadigheidscholen en eene mindere uitgave van een zelfde bedrag voor de weldadigheidsschool te Ieperen.

In het aanhangig ontwerp staat een krediet van 300,000 frank voor de nieuwe Sint-Maartenskerk te Aarlen; in dit van 1903 was eene som van 710,000 frank uitgetrokken voor de Sint-Pieter en Pauluskerk te Oostende. Dus sluit, zooals hierboven vermeld, dit nieuw ontwerp van begrooting met 410,000 frank verhooging.

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

In de afdeelingen werden de volgende aanmerkingen gemaakt :

1^e Afdeeling.

Een lid verlangt dat de middenafdeeling zou aandringen bij den Minister, opdat hij bij het afkondigen van de statistiek der misdaden en wanbedrijven het *BEROEP* tot grondslag zou nemen, zooals in Frankrijk.

Een ander lid vraagt, in dien gedachtengang, dat in de statistiek de overtredders worden opgegeven volgens het arrondissement waar zij al of niet hun domicilie hebben.

Een lid wijst op de verhooging der begrooting van eerediensten.

Een lid bestrijdt de wet op de hanengevechten omdat, niet de eigenaars van hanen worden gestraft, maar wel de houders van lokalen waar die gevechten plaats hebben.

Een ander lid stelt voor, de eigenaars van hanen en hen die hun lokaal leenen te straffen.

Een lid zegt dat het noodzakelijk is krachtdadig elke mishandeling van dieren te bestraffen.

Een lid hekelt de wet waarbij alle overtredders beneden den leeftijd van zestien jaren worden ontheven van elke straf, waardoor het zedelijk peil in het land daalt. Daarmede wordt ingestemd door al de leden der afdeeling.

Een lid denkt dat het noodig is de overtredders voor minder of meer langen tijd te plaatsen in bijzondere scholen, zonder dat dit evenwel dure tot hunne meerderjarigheid. Hij vraagt dat de middenafdeeling eenen wensch zou uiten in den zin van trapsgewijze opklimmende straf.

Een lid vraagt dat er bij de Brusselsche redbank een anthropometrische dienst worde ingericht.

De begrooting wordt in haar geheel goedgekeurd met 10 stemmen en 3 onthoudingen.

2^e Afdeeling.

Een lid acht het dringend noodig het ontwerp tot vermeerdering van het getal magistraten te behandelen. Dat zal ook eene vermeerdering van het getal deurwaarders medebrengen.

Te Charleroi klaagt iedereen. Dient het getal magistraten daar niet te worden vermeerderd?

Zelfde vraag voor Brugge.

Een lid wijst op den toestand van het Justitiepaleis te Gent, vooral wat betreft de rechtbank van koophandel.

Een lid vraagt nog een vredegerecht voor Antwerpen.

Een lid vraagt of de kiesbetwistingen niet kunnen worden onttrokken aan de gerechtshoven.

Een lid wijst op het slechte uitwissel van de keus der veldwachters in plaats van de deurwaarders voor het beteekenen der exploitaten.

Een lid klaagt over den vervallen toestand van het Justitiepaleis te Veurne.

Een lid wijst op de steeds klimmende gerechtskosten.

Een lid verlangt dat een ontwerp worde overgelegd tot herinrichting der weldadigheid en tot bescherming der kindsheid.

Goedgekeurd met 11 stemmen en ééne onthouding.

3^e afdeeling.

Een lid vraagt eene nieuwe rechtersplaats te Dendermonde.

Een ander lid verlangt te weten wanneer de herinrichting der weldadigheid aan de Kamer wordt onderworpen.

Behoeftigen die van het platteland naar Brussel komen, blijven steeds ten laste van hunne gemeente, ten gevolge der indeeling van den Brusselschen omtrek in verschillende gemeenten. Voor Brussel en voorsteden zou er een eenig stelsel moeten bestaan in zake domicilie van onderstand.

Daarentegen doet een lid opmerken dat de zieken uit landelijke gemeenten naar de grooten steden komen, om zich te doen verplegen.

Een lid acht de zaak te veelzijdig om in eene afdeeling grondig te worden besproken.

Een lid verklaart tegen de Begrooting te zullen stemmen, uit hoofde van de rechterlijke benoemingen, door den Minister van Justitie gedaan.

Een lid vraagt dat er meer haast wordt gemaakt met de onteigeningen.

Een lid klaagt over trage rechtsbedeeling; het gerecht zou over 't algemeen heringericht moeten worden.

De begrooting wordt verworpen met 8 stemmen tegen 8.

4^e Afdeeling.

Een lid vestigt de aandacht op sommige wijzigingen toe te brengen aan de weldadigheidskoloniën.

En lid verlangt dat er maatregelen worden genomen voor het vervoer van blinden.

Waarbij komt het, dat de Reggeering haar ontwerp op de herinrichting der weldadigheid niet overlegt?

Een lid vraagt vermeerdering van het personeel van sommige rechtbanken.

Een lid wenscht te weten hoeverre het staat met de herziening van de wet op het domicilie van onderstand voor grensgemeenten.

Hetzelfde lid zegt dat het personeel der Rechtbank van Charleroi ontoereikend is en vraagt verscheidene nieuwe vredegerichten.

En lid klaagt over de trage behandeling der zaken voor het hof van beroep te Brussel.

Volgens een lid. ware het voordeelig magistraten te hebben die gedurende hunne gansche loopbaan met de instructie zouden zijn belast.

Een lid handelt over misdrijven bij herhaling en over criminaliteit bij kinderen.

Een lid vraagt dat de Minister zou denken aan vermindering der gerechtskosten.

Goedgekeurd met 8 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

5^e Afdeeling.

Een lid vraagt dat het aantal notarissen te Antwerpen worde vermeerderd om in de bestaande behoeften te voorzien.

Een lid vraagt dat de Staat de jaarwedde zou betalen van de politiecommissarissen die bij politierechtbanken het ambt van openbaar ministerie waarnemen.

Een lid verzet zich tegen de som die op de buitengewone begrooting is uitgetrokken voor eene kerk te Aarlen.

Een lid vraagt hoeverre het staat met de verandering der weldadigheidsschool te Namen.

Stemmenden : 14 ; ja, 10 ; neen, 4.

6^e Afdeeling.

Vele leden vragen vermindering van de gerechtskosten.

Een lid verlangt dat het personeel der weldadigheidskoloniën op denzelfden voet zou staan als de andere ambtenaren bij den dienst der weldadigheid.

Een lid vestigt de aandacht der Regeering op de overdreven kosten bij den verkoop van goederen toebehoorende aan minderjarigen. Waarom is daartoe een vonnis noodig? Dat zijn onnoodige kosten tot gerechtelijke bekrachtiging.

Volgens een ander lid, kunnen de kosten van zegel, enz., worden verminderd, ingeval de familie arm is. Kan de Minister, door eene betere uitlegging der wet van 1816, de kosten bij de verkooping van goederen van minderjarigen, in zake van weinig belang, niet verminderen? Men moet de samenvoeging der rechten vermijden.

De begrooting wordt eenparig min ééne onthouding goedgekeurd.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

Verscheiden afdeelingen hadden beweerd dat het noodig was het personeel van het Hof van beroep te Brussel en van sommige rechtbanken van eersten aanleg te vermeerderen.

Op 't oogenblik dat de Middenafdeeling de begrooting onderzocht, was bij de Kamer in behandeling een den 7ⁿ November 1903 door de Regeering ingediend ontwerp tot vermeerdering van het rechterlijk personeel. De wet werd door de Kamers goedgekeurd en den 8ⁿ Maart in het *Staatsblad* afgekondigd. Daarbij wordt eene achtste kamer ingesteld bij het Hof van beroep te Brussel en eene vijfde kamer bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen en het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Oudenaarde, Charleroi, Luik en Bergen vermeerderd. 't Is te hopen dat, zoodra deze wet in werking treedt, de achterstallige zaken bij onderscheidene rechtbanken geleidelijk zullen verminderen, en ongetwijfeld zal er opnieuw regelmatig recht worden bedeed, daar waar dit onmogelijk was ten gevolge van ontoereikend personeel.

Dus mag men het er voor houden, dat de toestand is geregeld, tot het oogenblik dat er nieuwe behoeften ontstaan door gestadige toeneming der gerechtszaken.

De Middenafdeeling hoeft zich daarmede niet langer bezig te houden, wat de hoven van beroep en de rechtbanken van eersten aanleg betreft.

In de laatste jaren werden verscheidene nieuwe vredegerichten opgericht. Maar toch klagen de vrederechters in groote steden over toenemenden arbeid, ten gevolge der ongevallenwet.

Een lid der Middenafdeeling vroeg dat te Antwerpen een 4^{de} vredegeretskanton zou worden opgericht.

Deze maatregel schijnt billijk, gezien het cijfer der ingezetenen van die groote stad; op 31 December 1903 telde men er 286,693 inwoners, zoodat, bij gelijke bevolking, elk der vier kantons van Antwerpen nu reeds meer inwoners zou tellen dan wordt aangenomen voor kantons van eerste klasse.

*
* * *

De Middenafdeeling had hare aandacht te vestigen op den toestand ten gevolge van de algemeene criminaliteit.

Uit de statistieken, afgekondigd door het Ministerie van Justitie, blijkt dat, ondanks al den betuigden goeden wil, te veel misdrijven ongestraft blijven.

In 1903, zijn bij de zes en twintig parketten des Rijks 164,207 klachten, aanklachten en processen-verbaal ingekomen; 24,901 van die zaken betreffen feiten die misdaad noch wanbedrijf zijn of de openbare orde niet rechtstreeks betreffen; 22,464 werden naar andere rechtsmachten verwezen, bijna alle naar de politierechtbanken, omdat het weinig zwaarwichtige feiten gold.

Nagenoeg 117,000 werden door de parketten ter behandeling voorbehouden, omdat zij zwaarwichtig genoeg waren, en 40,767 dezer laatste werden naar den rechter van instructie verwezen.

Het totaal van de misdaden en wanbedrijven, waarvan de daders volkomen onbekend bleven (zonder de zaken waarvan geen bewijs kon worden geleverd, bedroeg 26,000, aldus verdeeld : 22,402, welke de parketten

dadelijk onvervolgd lieten, en 3,898 waarvan men moest afzien, nadat zij door de rechters van instructie waren onderzocht.

Uit bovenstaande blijkt, dat meer dan 22 t. h. van de ter behandeling door de parketten voorbehouden zaken en ongeveer 9 t. h. der onderzochte zaken geen gevolg konden hebben, omdat de daders onbekend bleven.

Het is volstrekt noodig de beteugeling beter te verzekeren, en vooral eene sterkere rechterlijke en administratieve politie in te richten.

Voor al deze laatste schijnt beneden hare taak te zijn.

Laat men enkele groote steden buiten rekening, dan moet men aan de bewaking die wordt uitgeoefend in hare onmiddellijke nabijheid, in volkrijke voorsteden of in den onmiddellijken omtrek, leemten en gebrek aan ijver verwijten, ten gevolge waarvan, in de lange winteravonden, herhaalde en beruchte diefstallen met inbraak worden gepleegd.

Sedert lang wordt gevraagd om herinrichting der landelijke politie, welker stelsel verouderd is. Er behoort tot stand te komen een toestand overeenkomstig met de behoeften, verwekt door gemakkelijker verkeermiddelen, snelle verplaatsing, verspreiding der bevolking.

't Is bij reeksen dat er daden van vandalisme en zelfs van baanstrooperij worden gepleegd.

't Zijn niet meer, zooals vroeger, herbergkrakeelen op kermissen of bij militieloting, gewone jachtovertredingen, opstand tegen de agenten der plaatselijke politie, maar wel kwaadwillige brandstichtingen, werklieden wien men hun loon of landlieden wien men den van de markt medegebrachten prijs van hunnen oogst of van hun vee onsteelt op den openbaren weg; in afgelegen hofsteden, in huizen te midden der dorpen dringen zwart gemaakte booswichten des nachts binnen; al te dikwijls worden wielrijders aangevallen; er zijn al te veel stroopers en inbrekers en in 't land van Charleroi wordt geklaagd over de woeste bedrijven der « *longues pennes* », in de Kempen en in de omstreken van Brussel over bandietendaden.

Sedert jaren is men daarover ontroerd en wordt er naar praktische middelen omgezien. De dagbladen slaken alarmkreten.

De Centrale Maatschappij voor landbouw en de Hooge Raad voor landbouw hebben dat punt aan hunne dagorde gebracht. Geregeld wordt daaraan herinnerd door leden des Parlements, tijdens de behandeling der begrotingen. In Januari 1902, stelde de Regeering eene bijzondere commissie in en deze bracht haar verslag uit in 1904.

De zaak raakt niet enkel het departement van Justitie, maar ook de departementen van Landbouw, van Binnenlandsche Zaken en van Oorlog.

In December laatstleden antwoordde de achtbare Minister van Spoorwegen, op eene den heer Minister van Justitie gestelde vraag, dat de administratieve studiën nog niet waren geeindigd.

't Ware te wenschen dat zij eerlang uitliepen op een ontwerp van wet om die zaak te regelen.

In afwachting hebben de afdeelingen der Kamer en de Middenafdeeling op hare beurt de verschillende zijden van het vraagstuk onderzocht.

Door het Wetboek van strafvordering worden burgemeesters, politiecommissarissen, veldwachters en gendarmen gerangschikt onder de ambtenaren van de rechterlijke politie die zijn belast met het opsporen van misdaden, wanbedrijven en overtredingen.

Zooals de Regeeringscommissie van 1902 zeer goed doet uitschijnen, valt er niet genoeg te rekenen op de burgemeesters. Zij worden schier altijd verkozen in den schoot van den gemeenteraad en zijn er natuurlijk om bezorgd goed te staan met hunne kiezers. Daardoor kunnen zij geneigd zijn tot eene inschikkelijkheid die vergrijpen vanwege hunne bestuursden uitlokt of ze verzwijgt.

De veldwachters, afhankelijk van de gemeenteoverheid, genomen uit de omgeving van hunne bloedverwanten en betrekkingen, vaak slecht betaald en overlast met allerlei werk, zijn niet de nuttige helpers, waarop het parket zou moeten kunnen rekenen.

De Minister van Binnenlandsche Zaken zal inzonderheid worden gelast de herinrichting van den veldwachtersdienst te bestudeeren en brigades voor verschillende gemeenten tot stand te brengen, zooals door de Commissie werd voorgesteld.

Met reden werd den Minister van Oorlog gevraagd om vermeerdering van het personeel der gendarmerie en merkelijke vermeerdering van de gendarmenposten.

De Middenafdeeling handelde over de politiecommissarissen.

Het bureau der Kamer had haar medegedeeld een verzoekschrift, ondertekend door zeventien politiecommissarissen uit Oost-Vlaanderen, die klagen over hunnen toestand.

Niet alleen zijn zij gemeenteambtenaren, benoemd op voordracht der gemeenteoverheid, maar ook ambtenaren van politie, helpers van den procureur des Konings. Zij hebben veelvuldige ambtsbezigheden: moeten zij eenerzijds zorgen voor de uitvoering der plaatselijke politieverordeningen (art. 127 der gemeentewet), anderzijds moeten zij de aanklachten hooren, onderzoek instellen in geval van heeter daad, enz. (Wetb. van Strafvord., art. 48 en 49). Zij bereiden de zittingen van den politierechter voor, houden het oog op de dagvaarding van de betichten en de getuigen en voeren de vonnissen uit. Doch zij klagen dat zij onredelijk zijn overlast en van hunne rechterlijke taak worden afgetrokken door werk van louter administratieven en gemeentelijken aard. Zij zijn niet talrijk genoeg en worden vaak onvoldoende betaald.

Vele leden der Middenafdeeling vroegen dat er kantonnale substituten zouden worden aangesteld.

Meer verlicht en meer bekwaam dan de klasse van ambtenaren waarover wij daareven spraken, zullen zij veel beter dan de gendarmerie in staat zijn om onderzoek in te stellen naar wanbedrijven, om de politie van het kanton te leiden, zoowel om misdrijven te voorkomen als om deze te beteugelen. Door den Staat benoemd en rechtstreeks afhankelijk van de parketten van eersten aanleg, zullen zij, beter dan de politiecommissarissen die zich bezighouden met de behoeften der gemeente aan welke zij hunne benoe-

ming te danken hebben, zich kunnen inlaten met de belangen van een gansch kantonnaal gebied.

Dit zal overigens niet verhinderen dat de politiecommissarissen worden gehandhaafd en hun aantal vermeerderd, om over de plaatselijke belangen te waken.

Het aanstellen van kantonnale substituten zou van zes- tot achthonderd duizend frank kosten, doch onbetwistbare voordeelen opleveren. Reeds in 1856 werd de instelling van dergelijken rechterlijken dienst voorgesteld door de Commissie belast met het opmaken van het ontwerp van wet op de rechterlijke inrichting.

De achtbare heer Dupont verklaarde zich voor die instelling, tijdens de behandeling der wet van 1869. Het denkbeeld leed schipbreuk, ten gevolge der tegenkanting van den heer Bara, minister van justitie. Doch de vakmannen zagen er sedert niet van af. In 1897 werd het met gezag en overtuiging verdedigd door den heer advocaat-generaal Servais, in zijne redevoering bij de plechtige heropening van het Hof van beroep te Brussel.

*
* *

Nogmaals werd de aandacht der Middenafdeeling gewijd aan het ernstig vraagstuk der misdrijven bij herhaling (*récidive*).

Herhaaldelijk hielden hare verslaggevers er zich mede bezig, en met name de achtbare heer De Lantsheere, in zijne verslagen over de begrootingen voor 1902 en 1904.

In 1903, waren op een gezamenlijk cijfer van 42,145 veroordeelde mannen, 20,241 in staat van herhaling en 4,208 recidivisten op 13,159 veroordeelde vrouwen.

Onder de mannen, zijn de recidivisten wegens slagen en verwondingen het talrijkst, namelijk 9,377. Wegens misdrijven en overtredingen in zake van openbare orde (opstand, enz.) telde men 3,682 personen en 890 wegens misdaden en wanbedrijven tegen de openbare veiligheid (bedreiging met aanslag, enz.). Te zamen 13,949. De veroordeelden wegens « gewelddadige » wanbedrijven zijn dus in het gansche cijfer der recidivisten begrepen voor 68 t. h. Wat daaruit kan worden afgeleid, pleit niet ten voordeele der zachte zeden van ons volk. Diefstal, misbruik van vertrouwen, astroggelarij en verheling komen vervolgens met een cijfer van 3,617.

Onder de vrouwen, zijn er 2,080 recidivisten in zake van gewelddadige wanbedrijven en 1,391 voor diefstal en wanbedrijven van denzelfden aard.

Velen hunner zijn niet langer recidivist voor de eerste maal, doch worden gewone klanten van de boetstraffelijke rechtbanken. Men telt 1,694 mannen en 145 vrouwen aan wie tien of meer veroordeelingen werden opgelegd.

In algemeenen zin, zijn er al te veel recidivisten. Ook zijn er te veel, gelet op het gansche getal veroordeelden.

Zij worden niet genoeg door de wet getroffen. De artikelen 54 en volgende van het Strafwetboek dienen herzien te worden. In boetstraffelijke zaken, veroorlooft artikel 56 eenvoudig den rechter de straf te verdubbelen, zoo

er eene vroegere veroordeeling van ten minste één jaar gevangenisstraf bestaat. Doch over 't geheel zijn onze wetten doordrongen van zooveel menschlievendheid en zachtmoedigheid, dat eene primaire of eerste veroordeeling tot één jaar gevangenisstraf heel zelden voorkomt. Zoodat het kwaad voortspruit uit overdreven goedheid van den wetgever en van den rechter en dat het noodig wordt daartegen in te gaan.

Zou de wet, in plaats van den rechter daartoe eenvoudig eene faculteit te geven, hem niet moeten verplichten de straf te verzwaren? Waarom dat minimum van veroordeeling tot één jaar?

De recidivisten, zegde de heer Prins, zijn de ware misdadigers. 't Is ook de heer Prins, die in eene voordracht, onlangs gehouden voor de Brusselsche Jonge Balie, bewees dat de verstootelingen der samenleving, bedrivers van het kwaad of daardoor getroffen, daarvan geregeld de slachtoffers zijn.

Hun getal door eene meer strenge wetgeving verminderende, zal men ook de algemeene criminaliteit verminderen.

De achtbare heer Lejeune had daarover een wetsontwerp doen voorbereiden. Herhaaldelijk beloofde de Regeering den uitslag van haar onderzoek daarover in een wetgevend tekst samen te vatten. De Middenafdeeling uit den wensch dat de toestand eerlang worde verholpen.

* * *

Met de misdrijven, door kinderen begaan, hield de Middenafdeeling zich insgelijks onledig.

Volgens het Strafwetboek, verschoonde de ouderdom allerhande misdrijven. Hadden kinderen beneden den leeftijd van 16 jaren zonder oordeel des onderscheids gehandeld, de rechter mocht ze vrijspreken, mits hij ze ter beschikking van de Regeering plaatste, om tot hunne meerderjarigheid te worden opgenomen in eene verbeterings- of weldadigheidsschool.

Sedert de wet van 17 November 1891 op de beteugeling van landlooperij en bedelarij, kunnen tegen kinderen beneden den leeftijd van 16 jaren geene politiestrafpen meer worden uitgesproken, zelfs al zouden zij met oordeel des onderscheids gehandeld hebben (art. 25).

Al acht de rechter ze schuldig en verantwoordelijk, al waren zij in staat van herbaling, tegen hen wordt geene straf uitgesproken. Doch, wanneer het zwaarwichtige gevallen betreft, kan hij ze ter beschikking van de Regeering stellen.

Naar den geest der wet van 1891, konden zij dus geene overtreding begaan. Geene hoofdstraf werd tegen hen uitgesproken; zij werden niet, als bijkomende straf, verwezen in de kosten. Op hen noch op hunne ouders bestond verhaal voor den benadeelden persoon.

Voorzeker hoeft men hulde te brengen aan het barmhartigheidsgevoel ten opzichte der verdwaalde kindsheid, waarvan de wetgever in 1891 uitging. Doch zijne verwachting werd teleurgesteld. Schier altijd aarzelden de vrederechters, de jonge misdadigers aan de hoede hunner ouders te onttrekken

om ze den Staat toe te vertrouwen. De wet had eigenlijk dit gevolg, dat de kwade neigingen bij vele verdorven kinderen werden bevorderd en dat misdadige gewoonten bij hen werden ontwikkeld. Vaak konden daardoor oneerlijke ouders ongestraft hunne kinderen tot lijdzame werktuigen maken voor het uitvoeren van schuldige inzichten.

Daartegen trachtte de wet van 15 Februari 1897 in te gaan.

De kinderen blijven wel is waar ontslagen van boete en gevangenisstraf, doch de wet wilde ze toch straffen, en eene totdaar in het Strafwetboek onbekende beteugeling werd ingevoerd, namelijk berisping van het kind door den rechter. Daarenboven wordt het verwezen in de kosten en desnoods veroordeeld tot teruggave en tot schadevergoeding Verhaal van belanghebbende derde personen op de ouders en op de burgerlijk aansprakelijke personen wordt daarbij ingesteld en vergemakkelijkt. De wet bepaalt, ten slotte, de strafrechtelijke aansprakelijkheid van mededaders en verhelers.

't Schijnt niet dat de nieuwere wet de verwachte uitslagen opleverde, vermits de criminaliteit der kinderen niet afneemt

Dus blijft het vraagstuk onopgelost.

In den jongsten tijd werden in Amerika afzonderlijke rechtbanken voor kinderen (*Children Courts*) opgericht.

In het *Journal des Tribunaux*, van 5 en 9 November 1905, vinden wij over hare inrichting eene merkwaardige studie. De Amerikaansche opvatting bestaat in pogingen tot opbeuring der kindsheid, in plaats van bestraffing der jeugdige overtredders.

Zoo ook begrijpen wij de beschermingscomiteiten.

Te Brussel bestaat er een uitmuntend Comité, ingericht en werkend met medehulp van den procureur des Konings. Meer dan eens spraken vreemdelingen daarover met lof en kwamen zij het ter plaatse bestudeeren.

Die comiteiten verdienen te worden aangemoedigd door al wie belang stelt in de toekomst der kindsheid.

Wellicht wordt daardoor de oplossing gevonden van het vraagstuk dat door de wetten van 1891 en 1897 onafgedaan werd gelaten.

In elk geval verdient de zaak de ernstige aandacht van den wetgever.

Dat is, als 't ware, een tegenhanger van het vraagstuk der misdrijven bij herhaling. Want zijn de recidivisten de reservetroepen der misdaad, de kindsheid is de kneedbare stof die behoort gevrijwaard te blijven.

Ongetwijfeld behooren daartoe gansch verschillende maatregelen te worden aangewend. Bestaat er geen ander middel om de recidivisten te treffen, dan schijnt het dat men moet trachten de ondeugende kinderen zooveel mogelijk te verbeteren.

*

Onlangs kwam voor het Assisenhof eene beruchte zaak waardoor de aandacht werd gevestigd op de misbruiken die in strafzaken voortdurend voortspruiten uit eene onvolledige wet op het gebruik der talen.

In die zaak — 't gold eene afschuwelijke misdaad — waren beschuldigen betrokken die niets anders spraken dan hunne eigene taal; welnu, in

het arrondissement, tot hetwelk hunne geboorteplaats behoort, geschiedde het onderzoek te hunnen laste in eene taal die ze niet verstonden, in deze taal hadden de openbare debatten plaats, in deze taal werden die lieden beschuldigd en in deze taal ook werden enkelen hunner tot de doodstraf veroordeeld.

Dat verwekte groote opspraak.

Niemand keurde, weliswaar, de uitspraak van het gerecht af, doch al de dagbladen, zoowel die welke zijn opgesteld in de Fransche als die geschreven in de Nederlandsche taal en tot welke partij zij ook mochten behooren, hebben doen uitschijnen hoe ergerlijk de vorm was waarmede die uitspraak was omkleed.

Na de wetten, door de Belgische Kamers in 1873, in 1889 en in 1894 gestemd, is het niet langer noodig aan te toonen dat het voor betichten en beschuldigten eene hoofdvereischte tot hunne verdediging en voor het gerecht een waarborg tegen noodlottige dwalingen is, de taal te gebruiken van hen wier eer en vrijheid, zooniet wier leven zelf op het spel staat.

Onrechtvaardig is de wijze waarop de rechtspleging in strafzaken, zoo wel voor de boetstraffelijke rechtbank als voor het Assisenhof, in het arrondissement Brussel is ingericht.

Artikel 15 der wet van 1889 scheen de zaak op bevredigende wijze te hebben geregeld voor de rechtspleging ter boetstraffelijke rechtbank en in politiezaken. Daarbij wordt bepaald, dat, volgens de vereischten van elke zaak, de beide talen er zullen gebezigd worden voor het onderzoek en het vonnis. Verstaat de betichte niets anders dan Vlaamsch, dan wordt deze taal gebruikt overeenkomstig de voorgaande artikelen, die in de hoofdzakelijk Vlaamsche provinciën worden toegepast.

« Onderzoek en vonnis », zegt het artikel. Het Hof van cassatie heeft beslist dat de wet niet bedoelde, in het « onderzoek » te begrijpen de akten van voorafgaande inlichting en evenmin de dagvaarding om ter gerechtszitting te verschijnen.

Dus worden in sommige processen-verbaal verklaringen, die in 't Vlaamsch werden afgelegd, in het Fransch opgenomen. En bij de Brusselsche boetstraffelijke rechtbank is het een ingeworteld gebruik slechts in de Fransche taal betichten te dagvaarden, tegen wie het eerste proces-verbaal door de plaatselijke overheid in 't Vlaamsch is opgesteld, en die op het inlichtingsblad zijn vermeld als kennende niets anders dan Vlaamsch.

Diezelfde betichten verschijnen voor rechters welke hen niet altijd of ten minste niet genoeg verstaan. Want artikel 49 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op het toekennen van academische graden eischt niet dat magistraten, benoemd vóór 1 Januari 1893, Vlaamsch moeten kennen.

Voor het Hof van beroep werd de toestand ingevolge de eischen van het gerecht geregeld bij de wet van 4 September 1891, en over de toepassing van deze wet werd niet geklaagd.

Ten aanzien van den rechtshandel voor het Assisenhof, bestaat er niets anders dan artikel 14 der wet van 1889, luidende : « Het Assisenhof van Brabant wordt altijd voorgezeten door een magistraat die Vlaamsch kent. »

Zooals in de hierboven bedoelde zaak werd vastgesteld, worden de debatten er gevoerd zonder de noodzakelijke waarborgen van eerbied voor het recht der beschuldigten.

Wat behoort er te worden gedaan?

In gansch het onderzoek zouden de getuigenissen moeten worden afgenomen in de taal waarin zij worden gegeven; de aangeklaagden dienen te worden ondervraagd door magistraten-onderzoekers die volkomen in staat zijn ze te verstaan; de betichten behooren te worden gedagvaard in hunne eigene taal; de boetstraffelijke rechtbank te Brussel, die thans drie kamers telt, zou eene Vlaamsche kamer moeten hebben, evenals de boetstraffelijke kamer van het Hof, waar twee afdeelingen zijn, eene Vlaamsche afdeeling heeft.

Eindelijk zou er eene tweede reeks juryleden moeten zijn, tegenover één waarvan, volgens de gevallen, eene strafrechterlijke procedure zou worden in acht genomen zooals die gevolgd in de provinciën Antwerpen, Limburg en in beide Vlaanderen.

Een zeker getal van die maatregelen, bijvoorbeeld die welke het voorafgaand onderzoek en de dagvaarding voor het gerecht betreffen, kunnen bij omzendbrief worden geregeld.

De inrichting eener Vlaamsche boetstraffelijke kamer is een maatregel die van den goeden wil van den voorzitter der rechtbank afhangt.

Doch, om tot de hervorming van het Assisenhof te geraken, is er eene wet noodig.

* * *

In burgerlijke zaken is het insgelijks noodig het taalgebruik te regelen.

Artikel 23 der Grondwet zegt dat het gebruik der in België gesproken talen vrij is; het kan slechts worden geregeld door eene wet, en enkel voor de akten der openbare overheid en voor de rechterlijke zaken.

Voor gerechtelijke civiele zaken werd het niet geregeld.

Hier wordt alles aan het toeval der omstandigheden overgelaten.

Partijen, pleiters en rechters kunnen hun recht inroepen, en geschillen worden onvermijdelijk. In beginsel moet men nochtans aannemen dat het recht van partijen den voorrang moet hebben, want het is voor haar dat het gerecht bestaat.

Dus zal het gebeuren dat in Vlaamsche streken partijen in persoon verschijnen voor het vredegerecht, voor de rechtbanken van koophandel en zich uitdrukken in de eenige taal die zij verstaan; voor de burgerlijke rechtbanken, waar zij noodzakelijk zijn vertegenwoordigd door tussenpersonen, zullen zij soms dezen verzoeken hunne taal te bezigen voor het opstellen van de akten der rechtspleging, alsook voor de pleidooien.

Anderzijds mogen het advies van het openbaar ministerie en het vonnis worden uitgebracht in de door de rechtbank aangenomen taal, al ware het eene andere dan die van al de partijen die zich tot haar hebben gewend om recht te bekomen.

In den loop der procedure, zullen de antwoorden op de vragen van eene

partij aan de andere partij, de verklaringen der getuigen, in het Vlaamsch afgelegd, worden opgesteld in het Fransch, en, zonderlinge spotternij, opnieuw worden vertaald van het Fransch in het Nederlandsch, ten einde te worden ondertekend. In het Vlaamsche land zullen Vlaamsche stukken, die tot de zaak worden bijgebracht, in het Fransch worden vertaald, opdat de rechters ze zouden verstaan.

Die uitslagen strooken met de grondwettelijke beginselen, zoolang er geene wet tot stand komt. Niemand zal echter betwisten dat het onregelmatic is en dat er een einde dient aan te komen.

Voorzeker mag men hopen dat er een dag zal komen, waarop in al de streken des lands de gegoede standen, die toegang verleen en tot de magistratuur en de balie, de twee landstalen zullen kennen en dat er geene taalquaestie meer zal bestaan, of wel haren verbitterenden aard zal hebben verloren.

Onze landaard, die de hoedanigheden onzer rassen zal ontwikkelen, zal daarbij aan samenhang en kracht winnen.

In afwachting schijnt het oogenblik gekomen tot regeling van de geschillen, ontstaan naar aanleiding van het overleggen eener wet die, uitsluitend ingegeven door rechtvaardigheidzin, zou verzekeren dat er bij elke arrondissementsrechtbank in 't Vlaamsche land en bij de hoven van beroep zou worden ingericht ten minste ééne kamer, op zulke wijze dat aller recht er volkomen zou worden geërbiedigd.

*
* *

Sedert verscheidene jaren wordt de aandacht van de Middenafdeeling, die zich onledig houdt met het onderzoek der begrooting van Justitie, gevestigd op den toestand der adjunct-griffiers bij het Hof van beroep, die geen doctor in de rechten zijn.

De wet van 23 Mei 1902 stelt hunne jaarwedde gelijk met die der griffiers bij de rechtbanken van tweede klasse, zijnde 6,000 frank. Na 7 en 14 jaar, verleent zij hun het medium en het maximum, bepaald bij de wet van 23 November 1889, zijnde respectievelijk 6,500 en 7,000 frank.

Den 5ⁿ December 1905 werd eene algemeene wet op de jaarwedde van de griffiers bij de Hoven en rechtbanken afgekondigd. Deze wet verleent 300 frank verhooging aan de adjunct-griffiers bij de Hoven van beroep, na elk tijdperk van vijf jaar werkelijke ambtsbediening.

De toepassing dezer wet is voor bedoelde adjunct-griffiers voordeeliger dan die der wet van 1902. Doch het werd betwijfeld of hun toestand was bedoeld door de wet van 1905. De Middenafdeeling blijft bij hare meening van 1905, dat de wet van 1905 op hen van toepassing is.

De uitdrukkelijke tekst van het eerste artikel bepaalt dat de laagste jaarwedden van al de adjunct-griffiers bij de Hoven, zonder onderscheid, zooals zij werden bepaald door de thans van kracht zijnde wetsbepalingen, om de vijf jaar moeten worden verhoogd met 500 frank, in stede van slechts te worden verhoogd na zevenjarige tijdperken, zooals vroeger.

Er zijn nog slechts vijf belanghebbenden. Dat is weinig, doch niettemin hoeft men het oor te leenen aan hunne klachten, en de Middenafdeeling is van oordeel dat men daaraan gevolg moet geven.

* * *

Herhaaldelijk was er in de Kamer sprake van den omzendbrief van den heer procureur-generaal bij het Hof van beroep te Brussel, in dato Februari 1902, krachtens welken de veldwachters de deurwaarders hebben vervangen voor het beteekenen van de dagvaarding in zake van politie. Deze omzendbrief verwekte veel ontroering, die nog niet is bedaard.

Bij de behandeling der begrooting voor 1902, herhaalden verscheidene sprekers de billijke klachten, die daardoor werden verwekt. De achtbare verslaggever over de begrooting voor 1904 maakte er insgelijks melding van in zijn verslag.

De goede gang van het gerecht, alsmede het eerbiedwaardig belang der plattelandsche deurwaarders vergen dat die omzendbrief worde ingetrokken.

Wettig is hij voorzeker. Doch, zoo artikel 16 der wet van 1 Juni 1849 dien maatregel, door het hoofd van het Brusselsch parket genomen, veroorlooft, zeker is het dat hij alleen dan billijk is, wanneer hij zonder bezwaar kan worden toegepast. Welnu, zijne toepassing gaf aanleiding tot eene reeks zonderlinge of nietige gerechtelijke stukken, en men is eerst niet meer verwonderd over hun ontstaan, als men weet dat zij het werk zijn van ondergeschikte gemeentebeambten.

De Middenafdeeling, zich gedragend aan de vroeger door de Kamer gemaakte opmerkingen, drukt nogmaals den wensch uit dat de vroegere toestand hersteld zou worden.

* * *

Een lid is van oordeel dat, in 't belang van het publiek, het getal notarissen, te Antwerpen verblijvende, dient te worden vermeerderd. Volgens artikel 31 der wet van ventôse, kan daarin worden voorzien zonder eene nieuwe wet.

* * *

Een lid der Middenafdeeling kwam heftig op tegen de ongelijkheid van den toestand van het personeel der weldadigheidscholen tegenover dien van het personeel der koloniën.

Laatstgenoemd personeel wordt oneindig minder goed behandeld dan het eerste.

Vroeger werd dit verschil uitgelegd door de wijze van werving zelve.

Thans zou men waarlijk niet kunnen beweren dat het kantoor- of het bewakingspersoneel der koloniën beneden dit der weldadigheidscholen staat. Anderzijds staan de bewakers der koloniën aan dagelijksch gevaar bloot, dat zelden de bewakers der scholen bedreigt.

't Is dus te rechtvaardiger het personeel van beide instellingen op

dezelfde wijze te behandelen, daar een uitmuntend beheer onze koloniën in een uiterst bloeienden stoffelijken toestand heeft gebracht.

Dit zoo zijnde, is de Middenafdeeling van oordeel dat het billijk ware geen onderscheid te maken tusschen het personeel van beide instellingen.

*
* *

De begrooting werd goedgekeurd bij eenparigheid der aanwezige leden.

De Verslaggever,
J. VAN DER LINDEN.

De Voorzitter
E. NERINCX.

